

## LES PARAMÉDICAUX EN GRÈVE DE TROIS JOURS À PARTIR D'AUJOURD'HUI

# Les hôpitaux menacés de paralysie

**A l'appel de leur syndicat, les paramédicaux entameront à partir d'aujourd'hui, une grève de trois jours. Ils dénoncent le non respect des engagements tenus par leur tutelle et menacent de durcir leur mouvement.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Retour de la contestation dans les hôpitaux. Les paramédicaux se mobilisent une nouvelle fois et décident de paralyser les établissements hospitaliers. Ils demandent une prise en charge sérieuse de leur plate forme de revendications. Le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) qui a appelé à une grève nationale de trois jours les 18, 19 et 20 mars en cours, est catégorique. «Nous ne voulons plus de dialogue. Nous exigeons la concrétisation des engagements de la tutelle par rapport à la concrétisation des revendications du personnel paramédical». Selon le syndicat, le ministre de la Santé ne montre aucune

réelle volonté pour régler définitivement le dossier du statut particulier de la corporation.

«Nous constatons sans surprise, la légèreté que manifeste la tutelle quant à l'élaboration des dispositifs réglementaires indispensables dans l'accompagnement de la mise en œuvre effective du statut particulier», souligne le syndicat, qui qualifie l'attitude du ministère de la Santé de fuite en avant. Une attitude, souligne le SAP, qui «nous pousse une fois de plus, à reprendre le chemin de la contestation pour attirer l'attention des pouvoirs publics».

Le SAP compte faire aboutir une plate forme de revendications qui s'articule autour du respect des

dispositions statutaires, intégrant les paramédicaux brevetés dans le nouveau statut et l'élaboration d'un calendrier de travail et des dispositifs réglementaires, afin de rendre effective la progression de carrières inexistante, des paramédicaux de la santé publique. Il demande aussi, la mise en application effective et la normalisation des postes supérieurs, conformément au statut ainsi que la mise en application d'un dispositif réglementaire accompagnant le nouveau statut, dans la nomination aux postes supérieurs des paramédicaux ainsi que la revalorisation des indemnités de gardes et de risques. Ce premier mouvement de débrayage, souligne le SAP, est une mise en garde avant d'aller vers une grève illimitée, dans le cas où la tutelle ne réagit pas.

S. A.



Photo : Samir Sid

Le SAP compte faire aboutir une plateforme de revendications.

### LEURS TRAVAILLEURS MENACENT D'UNE GRÈVE DE 8 JOURS

## Les communes d'Alger risquent la paralysie la semaine prochaine

Les 57 communes de la capitale risquent la paralysie tout au long de la semaine prochaine. Les travailleurs assurant les divers services municipaux menacent d'une grève de huit jours et ce, à partir de dimanche prochain. Et c'est la coordination des sections syndicales des communes d'Alger, agissant sous la chapelle de l'UGTA, qui brandit cette menace. La structure, qui s'est renouvelée en février dernier, est aussitôt passée à l'offensive en déposant son préavis de grève, hier. Une démarche qui a eu, tient à préciser Youcef Achour, le coordinateur de cette structure, l'assentiment de cette dernière en réunion mercredi dernier à Aïn Bénian, au vu, argumente-t-il, de la sourde oreille de la tutelle quant à répondre favorablement à leurs revendications compilées dans une plateforme. Et en tête de ces doléances, une revalorisation salariale pour tous les travailleurs communaux avec un salaire minimal de 40 000 dinars, l'intégration dans leurs postes de tous les travailleurs contractuels et temporaires avec effet rétroactif depuis 2008 et la promulgation de la loi définissant la délégation de signature et les préposés aux guichets de l'état civil. La coordination revendique, aussi, la revue du statut particulier des travailleurs des communes avec l'abrogation de son article 87 bis et des postes spécifiques, une prime de retraite de 30 mois au minimum et une autre de transport et de panier. Youcef Achour, qui dit souhaiter que la tutelle entende raison en ouvrant les portes du dialogue, n'exclut pas de durcir davantage leur mouvement de contestation si jamais cette dernière continue à se confiner dans son silence.

M. K.

### ILS ONT TENU UN SIT-IN «ÉCLAIR» A ALGER

## Les jeunes du préemploi et du filet social violemment dispersés

**Comme «attendu», les jeunes du préemploi et du filet social n'ont tenu leur sit-in prévu hier à Alger que quelques minutes, le temps d'être interpellés et embarqués.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - La précaution des membres de leur commission nationale agissant sous la bannière du Snapap (aile Malaoui) de tenir au secret le lieu de leur rassemblement s'est révélée de pure forme.

Et pour cause, les endroits les plus «prisés» par les contestataires de tous bords dans la capitale ont été, tôt le matin, presque tous bouclés.

Que ce soit les alentours du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, de la place du 1<sup>er</sup>-Mai ou encore la Grande-Poste, tous ces lieux ont été pris d'assaut par d'innombrables agents à l'uniforme avec un hélicoptère tournoyant dans le ciel. Un rituel qui ne fait plus peur aux

Algérois ou les gens de passage dans la capitale tant, comme le laissera entendre un quinquagénaire croisé à hauteur du siège de la Centrale syndicale, «aujourd'hui encore, de pauvres syndicalistes autonomes, revendiquant leurs droits, se feront encore ramasser avant d'être libérés au soir».

Sauf que cette fois-ci, les renforts des services de sécurité ont dérogé à la règle en usage ces derniers temps en faisant preuve d'agressivité inouïe envers les manifestants.

Ces derniers, à peine une quarantaine, dont des femmes, rassemblés devant la Grande-Poste, n'ont eu que quelques minutes de répit, juste le temps de crier leurs habituels slogans, avant d'être violemment interpellés.

Une violence qui n'a même pas épargné les femmes parmi les manifestants, qui se sont fait menotter avec brutalité avec une avalanche de coups de pied.

Certains, ceux qui essayaient de résister, furent traînés par terre,

à même les escaliers avant d'être embarqués dans les fourgons. Idris Mekidèche, le chargé de la communication au sein de la Commission nationale des jeunes du préemploi et du filet social, a dû interrompre une conversation téléphonique dans le fourgon de la police où il a été embarqué en compagnie de camarades.

Et tout ce beau monde ne fut libéré et rentré chez lui qu'en fin de journée, comme le veut désormais la tradition connue de tous ceux qui «osent» manifester dans la capitale.

Pour rappel, les jeunes exerçant dans le cadre du préemploi et du filet social exigent qu'il soit mis fin à l'«enfer» de ce double dispositif qui, selon eux, ne fait que consacrer dans les faits l'emploi précaire, leur intégration sans aucune condition et la comptabilisation des années d'exercice dans l'expérience professionnelle et le calcul de la retraite.

M. K.

### ÉVOQUANT UNE CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE À OULED FAYET

## Amara Benyounès accuse Net Com de mauvaise gestion

**Le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la ville, Amara Benyounès, a accusé hier, l'entreprise Net Com d'avoir géré le centre d'enfouissement technique de Ouled Fayet comme une décharge sauvage. S'estimant révolté, et évoquant une véritable catastrophe écologique, le ministre a déclaré que cette situation ne doit plus se répéter.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - En visite hier à la décharge de Ouled Fayet en vue du lancement de sa fermeture définitive, Amara Benyounès a rappelé que la population de la région de la décharge, souffre d'une grande nuisance en raison des émanations et autres odeurs provenant du site.

Selon lui, il est urgent de fermer la décharge, de réhabiliter le site et de traiter

notamment les biogaz se dégageant de la décharge. «Nous devons encore déverser les ordures pour quelques mois, le temps de transférer vers le centre d'enfouissement de Hamici, de façon progressive toutefois et d'ici l'été prochain, les nuisances et les odeurs disparaîtront», a promis le ministre.

Amara Benyounès a annoncé de ce fait, le lancement d'avis d'appel d'offres national et international pour la gestion des CET, alors que l'opération de fermeture et d'aménagement des sites a nécessité la mobilisation d'une enveloppe de 1,9 milliard de dinars. Le site de Ouled Fayet devrait, par ailleurs, être définitivement fermé dans vingt mois assurent les responsables du ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la ville. C'est le CET de Hamici à Zéralda, dans la commune de

Mahelma, qui devrait le remplacer. Ce dernier, en cours d'aménagement, s'étend sur une superficie de 95 hectares et disposera d'une capacité de dix millions de tonnes de déchets «Il consiste en des premiers modes de traitement conformes aux normes exigées. Ceci pour une solution, qui associée au tri du site répond aux critères sanitaires en vigueur», expliquent les responsables présents. Il s'agit ainsi de la fermeture progressive du site de Ouled Fayet avec le même procédé qui a été suivi dans la fermeture du site de Oued Smar. L'exécution de l'opération en question a été confiée à un groupement d'entreprises algéro-espagnol, après un avis d'appel d'offres national et international. Le site, par la suite, sera réaménagé en aire de plaisance. L'objectif du projet étant la fermeture des décharges

sauvages, en vue de mettre un terme aux nuisances apportées à l'environnement naturel et humain ainsi que le traitement des déchets solides urbains dans des CET. Le programme national de gestion des déchets municipaux «PROGDEM» initié par le secteur de l'environnement, consiste en l'élaboration de schémas directeurs de gestion des déchets, la réalisation de CET, l'éradication des décharges sauvages ainsi que le renforcement en moyens de collecte et de pré-collecte. Par ailleurs, la mise en œuvre de la gestion des déchets entreprise par la wilaya d'Alger englobe la fermeture de la décharge de Oued Smar, l'éradication de huit autres décharges sauvages dont six en cours d'exécution ainsi que la réhabilitation et la fermeture du site de Ouled Fayet.

F.-Z. B.